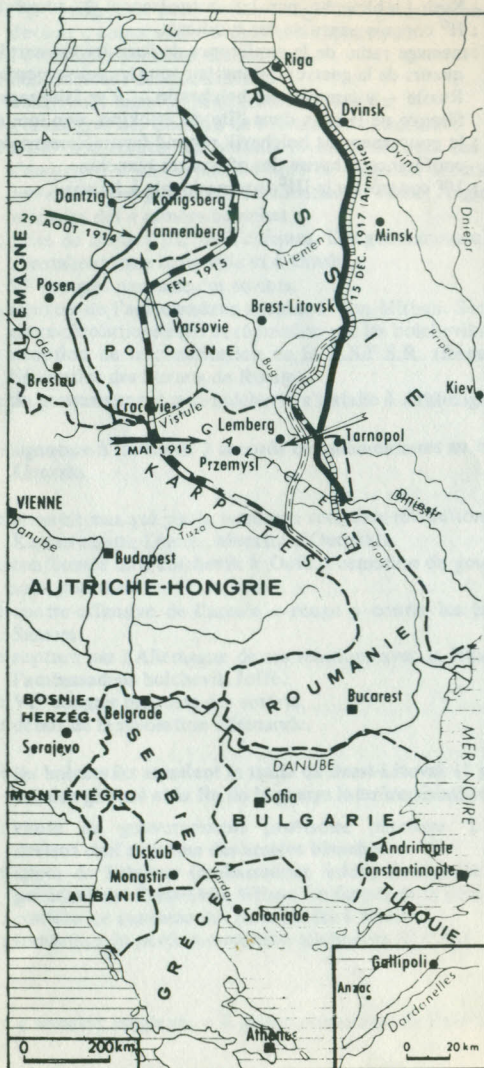


— Le front oriental.



## I MISE AU POINT SUR L'EXTENSION DE LA RÉVOLUTION

### La paix ou la révolution

Après octobre 1917, la révolution russe se trouva immédiatement confrontée au problème d'un pouvoir prolétarien isolé vis à vis d'une guerre impérialiste qui se poursuivait à l'échelle mondiale.

La Russie tsariste, avant 1914 était alliée à l'Angleterre et à la France. Ce bloc appelé « Triple-Entente » s'opposait à un autre intitulé « Triple-Alliance » qui comprenait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, et l'Italie. Au cours de la guerre, la première coalition allait être renforcée par le changement de camp de l'Italie (1915) mais surtout par l'intervention des États-Unis dont les troupes débarquèrent en Europe au printemps 1918.

Avec le renversement du tsarisme par la vague révolutionnaire de février 1917, la Russie poursuivit son engagement militaire au sein de la « Triple-Entente ». Sous la pression de la bourgeoisie, par l'intermédiaire du gouvernement Kérensky, elle accentua même les combats sur le front oriental. Ainsi, en juin 1917, à l'initiative de la France et de l'Angleterre qui voulaient par là soulager le front occidental où la guerre de tranchées éternisait la boucherie et provoquait des mutineries, Kérensky déclencha une offensive. Les empires centraux, en particulier l'Allemagne, ayant conservé leur puissance de feu intacte, ce fut un massacre pour l'armée russe. Cet épisode allait jouer un rôle important dans la précipitation des prolétaires et des paysans en uniforme vis-à-vis du pouvoir bourgeois puis « socialiste » issu de février. Le slogan de « paix », avec ceux de « pain, terre, liberté », était lancé par le parti bolchévique depuis les thèses d'avril de Lénine. Il s'amplifia dans les soviets.

La prise du pouvoir par les soviets sous l'impulsion des bolchéviques en octobre signifia donc la rupture de l'engagement russe par rapport au bloc militaire des impérialistes de « l'Entente ». Un appel à tous les pays pour la tenue d'une conférence et pour la signature d'une paix « juste et démocratique » fut adopté par le II<sup>e</sup> Congrès des Soviets dans la foulée de l'insurrection réussie. Vu son peu d'écho et la continuation des combats par les impérialismes, chacun réalisant ses buts de guerre — le pouvoir prolétarien eut d'abord à résoudre le problème du front avec les empires centraux.



Dès le lendemain d'octobre, théorisant le repliement sur soi mis en avant par Lénine et la majorité bolchévik, le gouvernement des Soviets avait entamé des négociations avec l'État-Major de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Une armistice fut signée. Avec le renoncement à la préparation d'une « guerre révolutionnaire » c'est-à-dire à assumer une résistance ouvrière armée contre tous les impérialismes pour contribuer au surgissement insurrectionnel du prolétariat dans d'autres pays du monde, les négociations de paix succédèrent à celles de l'armistice.

Au fil des jours, pendant que la délégation des Soviets menée par les bolchéviks était assise à la même table que les diplomates et officiers impérialistes, une opposition de gauche commença à grossir au sein des soviets et du parti en faveur de la « guerre révolutionnaire ». Devenue majoritaire entre janvier et février 1918, cette opposition rejeta les propositions de Lénine visant à accepter les conditions de paix draconiennes de paix imposées par l'Allemagne. Elle rejeta également celle de Trotsky qui, en accord avec Lénine, envisageait la « guerre révolutionnaire » *uniquement dans l'éventualité de l'appui des franco-anglais*. Elle se distingua de la position des socialistes-révolutionnaires de gauche qui étaient partisans d'une guerre nationaliste contre l'Allemagne, d'une guerre menée par toutes les classes de la société russe et principalement par les paysans.

C'est grâce à la menace de l'avance allemande qui ne rencontrait aucune résistance et au chantage permanent sur les risques d'une scission du parti, que Lénine renversa la situation au sein du Comité Central. Avec l'abstention de Trotsky, Joffé, Krestinski, et Dzerjinski qui craignaient la scission, la majorité fut créée en sa faveur (23 février). Le jour précédent, à l'issue de la réunion du C.C., les gauches avaient fait la déclaration suivante :

« A l'intention du Comité Central du Parti Ouvrier Social-démocrate de Russie bolchévique (additif à la réunion du 22 février 1918)

Chers camarades !

« A l'offensive des impérialistes allemands qui ont ouvertement déclaré que leur but était d'étouffer la révolution prolétarienne en Russie, le Comité Central du Parti a répondu par un consentement à conclure la paix aux conditions qui, quelques jours plus tôt, se sont vues refusées par la délégation russe à Brest. Ce consentement donné à la première offensive des ennemis du prolétariat signifie la capitulation de l'avant-garde du prolétariat international devant la bourgeoisie internationale. Démontrant devant le monde entier la faiblesse de la dictature du prolétariat en Russie, il assène un coup à la cause du prolétariat international, coup particulièrement dur au moment de la crise révolutionnaire en Europe occidentale, et il élève, en même temps, une barrière entre le mouvement international et la révolution russe. La décision de conclure la paix à tout prix, décision prise sous la pression des éléments petits-bourgeois et des courants petits-bourgeois, entraîne inévitablement pour le prolétariat, la perte de son rôle dirigeant non seulement en occident, mais en Russie elle-même. Les restrictions du champ d'action du programme économique soviétique que nous serons obligés d'effectuer au profit des capitaux d'origine allemande au cas où la paix serait conclue, réduiront à néant les progrès de l'édification soviétique accomplis par le prolétariat depuis la Révolution d'octobre. **Abdiquer les positions du prolétariat à l'extérieur nous prépare inévitablement à les abdiquer aussi à l'intérieur.**

« Nous estimons qu'après la conquête du pouvoir, après l'écrasement total des derniers bastions de la bourgeoisie, le prolétariat se trouve inévitablement confronté à la tâche d'étendre la guerre civile à l'échelle internationale et qu'aucun danger ne pourra l'arrêter dans l'accomplissement de cette tâche. Renoncer à cette tâche, ce serait vouer le

prolétariat à sa perte par désagrégation interne et cela équivaudrait à un suicide.

« C'est avec mépris que nous repoussons les attaques contre le pouvoir soviétique lancées par ces éléments conciliateurs pour lesquels la lutte contre les impérialistes allemands n'est qu'un prétexte pour instaurer la paix civile et qui, à la place d'une guerre civile contre la bourgeoisie internationale, voudraient mener une guerre nationaliste contre l'Allemagne en s'appuyant sur l'unité des classes et sur l'alliance avec la coalition anglo-française. **Le refus de la dictature du prolétariat au nom de la guerre est inadmissible pour nous au même titre que son refus au nom de la paix**; au moment où les bandes impérialistes sont en train non seulement d'annexer de nouveaux territoires mais d'étouffer le prolétariat et ses organisation, le devoir du Parti est d'en appeler à la défense de la dictature du prolétariat par les armes et d'organiser une telle défense. Les dirigeants responsables du Parti, par une majorité infinitésimale, en ont décidé autrement; leur décision va à l'encontre des intérêts du prolétariat et ne correspond pas à l'esprit du parti. Sans enfreindre donc l'unité organisationnelle, nous estimons que notre devoir est de développer dans les cercles du Parti, une large propagande contre la politique du centre du Parti telle qu'elle s'est manifestée ces derniers temps, ainsi que de préparer le congrès du Parti qui devra discuter la question de la paix dans toute sa profondeur.

G.I. Oppokov, A. Lomov, M. Ouritski, N. Boukharine, A. Boubnov (membres du Comité Central du P.O.S.D.R. — bolchévik).

V. Smirnov, In. Stoukov, M. Bronski, V. Iakovléva, Spoundé, M. Pokrovski, G. Piatakov (commissaires du peuple) ».

(cf. *les Bolchéviks et la Révolution d'Octobre — procès-verbaux du Comité Central du Parti Bolchévik — août 17/février 18 — éd. Maspéro*).

Cette déclaration fait donc suite à de longs et acharnés débats au sein du P.O.S.D.R. depuis le début de 1918 et précède de quelques jours la signature, à Brest-Litovsk de la paix qui fut conclue le 3 mars entre la Russie, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. Elle révèle un *problème fondamental* que le mouvement ouvrier dévoyé par la II<sup>e</sup> Internationale n'avait pas eu le temps d'approfondir, sombrant au contraire avec l'embrigadement social-démocrate dans un nationalisme qui allait ouvrir la voie à l'acceptation par le prolétariat mondial de la première boucherie impérialiste en 1914.

La III<sup>e</sup> Internationale cautionnant la politique bolchévique prônée par Lénine qui affirmait que le processus révolutionnaire peut connaître des « trêves » et subsister, voire se développer dans un seul pays sur les plans économique et politique, allait réduire ce problème à son aspect *purement militaire* : la construction d'une armée dite « rouge » destinée à défendre un État dit « ouvrier ». Cet État serait le garant de la rationalisation du système capitaliste au niveau économique : nationalisation, contrôle ouvrier, militarisation du travail, et contribuerait ainsi à masquer toute la portée politique et théorique du problème.

Ce problème, c'est celui de *la nécessité impérative de l'extension de la révolution à l'échelle internationale*. Et il se posait pour la révolution russe dans les circonstances particulières de la guerre impérialiste, cette guerre elle-même ayant abouti à la destruction de l'État et à l'instauration de la dictature des soviets depuis octobre 17. Conscients du danger, dès le mois de décembre, les gauches bolchéviks, majoritaires à Pétersbourg, à Moscou, dans l'Oural, réclamèrent la cessation des pourparlers de paix entamés avec l'Allemagne à la suite de l'armistice et de façon plus générale la rupture de toutes relations diplomatiques avec l'ensemble des États capitalistes. Ils s'opposaient par là même à la



thèse de la paix préconisée par Lénine et adoptée dans l'enthousiasme de la victoire de la révolution en Russie par la majorité du II<sup>e</sup> Congrès des soviets. Par avance, ils mettaient également l'accent sur l'impossibilité d'entretenir des rapports économiques avec n'importe quel État capitaliste sous peine de déchéance de la dictature du prolétariat : *leur position de classe à ce sujet est la seule qui permet de comprendre toute la trajectoire qui de Brest-Litovsk à Rappalo – c'est-à-dire de la capitulation à la collaboration – conduira le Parti bolchevik à être facteur actif dans la contre-révolution !*

En tant que moment d'un mouvement général du prolétariat contre le Capital mondial, ce premier assaut victorieux en Russie ne pouvait pas chercher à « s'isoler » au sein du système et des États impérialistes, sinon il perdait *sa nature de mouvement social s'attaquant aux rapports de production capitalistes* et il ne pouvait que se transformer en un programme de rationalisation du Capital. Par suite des contradictions insurmontables dues à l'entrée en décadence du système, cette rationalisation allait revêtir des formes ultimes sur le plan économique : instauration de la propriété d'État à la place de la propriété « privée », planification, etc..., comme sur le plan politique : dictature du parti unique identifié à l'appareil d'État ! Elle allait utiliser les moyens les plus avancés du Capital à cette époque pour essayer d'augmenter la productivité du travail : taylorisme, salaire aux pièces, gestion des directeurs d'usines, développement de la technocratie... Lénine en était le parfait propagandiste lorsqu'il chantait les mérites du capitalisme d'État. Au II<sup>e</sup> Congrès des soviets qui s'ouvrit le lendemain du renversement du gouvernement Kerensky (26 octobre), les porte-paroles bolcheviks déclarèrent aux ouvriers de Pétrograd : « La révolution a vaincu. Tout le pouvoir est passé aux soviets (...) De nouvelles lois seront édictées ces jours-ci sur la question ouvrière : l'une des plus importantes portera sur le contrôle ouvrier de la production et la normalisation de l'industrie. *Les grèves et les manifestations sont nuisibles à Pétrograd. Nous vous prions de cesser immédiatement toutes les grèves économiques et politiques, de reprendre le travail et de l'accomplir en ordre parfait (...)* Chacun à sa place ! Le meilleur moyen de soutenir le gouvernement des soviets en ces jours est d'accomplir son travail » (!).

Il est donc clair que l'analyse contenue dans le texte des oppositionnels de gauche adressé à la majorité qui venait de se dégager en faveur de la politique de paix au sein du Comité Central du Parti Bolchevik, *représentait déjà à l'époque l'unique position révolutionnaire* : l'extension de la guerre civile à l'échelle mondiale était, et a fortiori est aujourd'hui, la seule solution pour réaliser le communisme. De plus, elle permet de condamner comme contre-révolutionnaires, toutes sortes de compromis avec l'un ou l'autre des États impérialistes et toutes positions consistant à baptiser de mesures « socialistes » les aménagements économiques ou la « gestion de la subsistance » à l'intérieur de la zone révolutionnaire *avant que l'État et les rapports de production capitalistes soient détruits mondialement*. Contre la perspective capitaliste d'État mise en avant par Lénine, elle se place dans la lignée de Zimmerwald et de Kienthal où la gauche révolutionnaire, avec le même Lénine, définissait la tâche prolétarienne : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » !

### Après Brest-Litovsk : l'abandon de la révolution mondiale et la défense de l'État russe - russe - compromis avec les impérialismes.

Une fois la paix effectivement signée, la question de Brest-Litovsk – de façon plus générale, *la question de l'extension de la révolution* – allait continuer de provoquer de nombreux remous au sein du mouvement révolutionnaire. Ainsi, répondant comme en écho aux positions des gauches, Rosa Luxembourg publiait un texte dans lequel elle condamnait la capitulation des bolcheviks qui pouvait les entraîner à « l'accouplement grotesque Hindenbourg-Lénine » c'est-à-dire à l'établissement de relations russo-allemandes à tous les niveaux (cf. « *La tragédie russe* » – Lettre de Spartacus n° 11 – éd. Spartacus). L'on comprend pourquoi par la suite, elle s'opposa à la création de la III<sup>e</sup> Internationale : non pas pour conserver, en la rénovant, la II<sup>e</sup> Internationale (calomnie qui sera répandue par le stalinisme) car elle avait pleinement conscience de sa faillite (la meilleure preuve en était la formation du Parti Communiste allemand en déc. 18), mais par crainte que cette nouvelle organisation dans l'isolement de la révolution russe qu'avait sanctionné le traité de Brest-Litovsk et que le mouvement ouvrier allemand n'arrivait pas à briser en détruisant son propre État, devienne avec son centre fixé à Moscou *un organe de défense et d'assujettissement aux intérêts de l'État russe qui agirait contre toutes les tentatives d'extension et d'affermissement de la révolution mondiale*. Eberlein, le délégué du P.C. allemand au congrès de fondation de la III<sup>e</sup> Internationale (mars 19) fut donc chargé de voter contre le coup de l'écrasement de la commune de Berlin qui s'acheva par l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht (janvier 19) et sans doute impressionné par les proclamations des divers orateurs auxquelles s'ajoutèrent les pressions bolcheviks, il se contenta de l'abstention.

L'opposition de Rosa Luxembourg, enrichie ensuite par celle du Parti Communiste Ouvrier Allemand (scission du K.P.D. en 1920), trouva sa pleine justification avec *les tactiques contre-révolutionnaires* qui furent élaborées dès le II<sup>e</sup> congrès de la III<sup>e</sup> Internationale (frontisme, électoralisme, syndicalisme...) et *la politique capitaliste* que mena le Komintern dans tous les pays (de l'Allemagne 1920-23, à l'Espagne en passant par la Chine 1927). De plus, le traité de Brest-Litovsk contenait effectivement en germe une coopération économique inévitable entre l'État russe et tous les pays capitalistes. L'U.R.S.S. qui ne fit pas partie des bénéficiaires du Traité de Versailles malgré l'annulation de Brest-Litovsk imposée à l'Allemagne par ses vainqueurs deux jours après l'armistice du 11 novembre 18, fut conviée en janvier 1919 à se faire représenter à une conférence de la paix qui devait avoir lieu dans l'île de Prinkipo, à côté d'Istanbul (alors Constantinople). Les bolcheviks donnèrent leur accord à l'ouverture de pourparlers avec les puissances de l'Entente, voulant poursuivre ainsi la politique de paix inaugurée avec Brest-Litovsk. Ils étaient même décidés à accepter l'aggravation des conditions de cette politique par des concessions importantes destinées à se concilier la non-hostilité de la France, de l'Angleterre et des États-Unis. Quelques jours après le massacre des ouvriers et des révolutionnaires à Berlin et environ un mois avant le congrès de fondation de ce qui s'appellerait la III<sup>e</sup> Internationale, Tchitchérine le 4 février envoyait le message suivant *qui montrait une nouvelle fois l'abandon de la perspective d'extension de la révolution au profit d'accord économiques* : «... Le gouvernement des soviets se déclare (...) prêt à céder aux exigences des puissances de l'Entente (...) sur la question des emprunts. Il ne refuse pas de reconnaître ses obligations à l'égard de ses créanciers ressortissant des puissances de l'Entente (...); il propose de ga-



rantir le paiement des intérêts de ses emprunts par une quantité déterminée de matière première; (...) il est disposé à accorder aux ressortissants des puissances de l'Entente des concessions minières, forestières et autres, à des conditions précisément définies, le régime intérieur desdites concessions ne devant porter aucune atteinte à l'ordre économique et social de la Russie soviétique (...). Le quatrième point, sur lequel pourraient porter, de l'avis du gouvernement soviétique russe, les négociations proposées, concerne les concessions territoriales, le gouvernement soviétique russe ne pensant pas exclure à tout prix des négociations la question de l'annexion par les puissances de l'Entente de certains territoires russes... » (cf. V.Serge - *L'an I de la révolution russe*, tome 3 p. 43-44). La conférence de Prinkipo ne put se tenir : les chefs des russes blancs, Koltchak et Dénikine, poussés par les généraux de l'Entente, ne répondirent pas à l'offre d'ouverture de celle-ci et ne tinrent pas compte du message bolchevik car ils pensaient, avec le retour du printemps, reprendre les offensives militaires contre le pouvoir des soviets et en finir rapidement avec lui. Ils rejoignaient ainsi la position de Clémenceau qui, à l'inverse de Lloyd George et de Wilson, avait voulu d'emblée employer la manière forte. Pendant deux ans, la Russie allait subir le blocus et les multiples tentatives d'invasion de la part des vainqueurs de 1918 : *en conséquence, les bolcheviks cherchèrent tout naturellement à privilégier leurs rapports économiques avec les puissances vaincues et en premier lieu l'Allemagne !* Cela les conduisit tout droit à signer avec cette dernière l'accord de Rapallo (1922) dont les clauses restèrent longtemps secrètes. Pour justifier cet accord qu'ils présentèrent comme un modèle de travail révolutionnaire, les bolcheviks désignèrent les forces de l'Entente comme « spécialement contre-révolutionnaires » par rapport à la bourgeoisie allemande dépourvue et Lénine qualifia la Société des Nations de « repaire des bandits impérialistes ». *Mais cela ne les empêcha pas de participer à plusieurs « conférences de la paix » sous l'égide de cette même S.D.N.* qui était une création des pays membres de l'Entente pour, sous le couvert de pacifisme, contribuer à la reconstruction de leurs économies mises à mal par la guerre. Ce furent : Gênes en avril 1922 en marge de laquelle se signa l'accord de Rapallo, la Haye en juillet de la même année, puis la conférence Navale de 1923 et celle du Désarmement de 1927. Il faudra cependant attendre les années 1930 pour voir Staline décider de *réorienter complètement la politique des accords économiques* : entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N., signature du pacte franco-soviétique, soutien à l'Union Sacrée dans les pays démocratiques contre l'expansionnisme des forces de l'Axe (pays fascistes)... Le retournement de 1939 (pacte germano-soviétique) n'en sera que plus spectaculaire et il faudra le flux des panzer-divisions hitlériennes sur le territoire russe pour assister à un nouveau revirement de Staline aux côtés des Alliés (1941).

La boucle était bouclée : les théories émises par Lénine sur la nécessité de la trêve et sur l'utilisation des contradictions inter-impérialistes lors de la question de Brest-Litovsk, avaient entraîné l'U.R.S.S. sur la voie capitaliste par l'appui tantôt sur un ou plusieurs impérialismes, tantôt sur le ou leurs rivaux.

### Capitalisme d'État - substitutisme - terreur

La « désagrégation interne » du pouvoir des soviets dont les gauches soulignaient le danger allait s'accomplir peu à peu, pratiquement au rythme des capitulations et des compromis issus du refus d'envisager la guerre civile révolutionnaire.

L'identification social-démocrate entre l'étatisation et la socialisation déboucha immédia-

tement sur une politique économique se résumant à l'instauration d'un capitalisme d'État présenté comme le passage idéal au socialisme : « Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'État contre l'esprit anarchique de la petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'État, sur les bases du capitalisme d'État, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en main et la consolidation du socialisme sera assurée » (cf. Lénine, *Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites bourgeoises*, Œuvres complètes, tome 27, p. 337, éd. Sociales). Lénine tenait d'ailleurs à souligner qu'il avait préconisé cette politique économique avant le renversement de Kérénsky dans un texte de septembre 1917 intitulé : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » : « Le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État... Le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme... ». En outre, ce qui explique la recherche de rapports économiques privilégiés avec l'Allemagne qui aboutira à Rapallo, il recommandait de s'inspirer de l'exemple de ce pays comme modèle de capitalisme d'État : « Il se trouve que c'est l'Allemand qui incarné aujourd'hui, en même temps qu'un impérialisme féroce, les principes de discipline, d'organisation, de collaboration harmonieuse sur la base de l'industrie moderne, mécanisée, du recensement et du contrôle les plus rigoureux. Or, c'est justement ce qui nous manque. Justement ce que nous devons apprendre... » (cf. *La tâche principale de nos jours* Œuvres complètes, tome 27, p. 164 - mars 1918 - éd. Sociales). Il est à noter que l'identification entre l'étatisation et la socialisation n'était pas simplement le lot de Lénine; l'ensemble du mouvement révolutionnaire subissant également le poids de la social-démocratie charriait cette conception erronée; ainsi même les gauches s'illusionnaient sur la valeur des nationalisations : leur opposition à Lénine sur le plan économique se limitait à réclamer une étatisation intégrale et un véritable « contrôle ouvrier ». Au 1<sup>er</sup> congrès panrusse des conseils économiques régionaux (fin mai 18), Lomov déclara : « La centralisation bureaucratique (...) est en train de paralyser les forces du pays. On ôte aux masses tout pouvoir créateur réel dans tous les secteurs de notre économie » (cf. M. Brinton, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier*, p.119, cahier no 24-25 d'Autogestion et socialisme). Mettant en avant les thèmes du contrôle « par en bas » contre celui « par en haut », de la « gestion ouvrière » contre celle « des capitaines d'industrie », ils donnèrent naissance par la suite aux conceptions « économistes » de l'opposition ouvrière (Kollontaï, Chliapnikov) qui, critiquant le « jacobinisme » de Lénine, allaient tenter de donner la primauté aux syndicats par rapport au parti. Cependant, les critiques des gauches vis-à-vis d'« une politique du travail destinée à imposer une discipline aux travailleurs, sous couvert d'« auto-discipline », l'introduction du travail obligatoire, le salaire aux pièces et l'allongement de la journée de travail » (cf. *Thèses sur la situation actuelle* dans le no 1 de la revue des gauches « Le Communiste », extrait cité par Brinton p. 109), et plus généralement leurs critiques vis-à-vis de l'utilisation du système Taylor, des industriels capitalistes, des accords économiques avec l'impérialisme, reflétaient une réaction de classe qui était liée à leur position sur la nécessité de la guerre révolutionnaire. De plus, en dépit de leurs illusions sur l'étatisation, ils pressentaient clairement ce que serait le capitalisme d'État dont rêvait Lénine : « Nous sommes partisans de la construction d'une société prolétarienne par la créativité de classe des travailleurs eux-mêmes, et non par les oukases des capitaines d'industrie (...) Si le prolétariat lui-même ne sait pas créer les conditions nécessaires d'une organisation socialiste du travail, personne ne peut le faire à sa place. Et per-



sonne ne peut l'y contraindre. Si le bâton se lève contre les ouvriers, il se trouvera entre les mains, ou d'une force sociale, ou du pouvoir soviétique lui-même. Mais le pouvoir soviétique sera alors obligé de chercher l'appui d'une autre classe (la paysannerie par exemple) contre le prolétariat, et, par là, il se détruira lui-même en tant que dictature du prolétariat. Le socialisme et l'organisation socialiste seront établis par le prolétariat lui-même ou ne seront pas; à leur place, apparaîtra autre chose : le capitalisme d'État » (cf. Osinski, no 2 du « *Communiste* », cité par Brinton, p. 110-111)..

La « désagrégation interne » du pouvoir des soviets fut facilitée par la conception *substitutiviste* de la majorité bolchevik et de Lénine vis-à-vis de la dictature du prolétariat : celle-ci pouvait être assumée, *au nom de la classe ouvrière*, par le parti ou par le secrétaire général c'est-à-dire une seule personne !). La vision politique de Lénine concordait parfaitement avec ses options économiques : « ... Quant à la seconde question, l'importance d'un pouvoir dictatorial personnel du point de vue des tâches spécifiques de l'heure, il faut dire que toute grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une unité de volonté rigoureuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne » (cf. Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets* », Œuvres complètes, tome 27, p. 243, éd. Sociales). Ce substitutivisme prenait aussi la forme de *l'identification du parti et de l'État*; encore une fois, il avait ses racines dans les aspects social-démocrates de l'analyse de Lénine sur l'État. En effet, malgré certaines perspectives révolutionnaires contenues dans son livre « L'État et la Révolution » (perspectives reprises de Marx lui-même ou empruntée aux écrits de Pannekoek des années 1912/13), Lénine ne concevait la destruction de l'État capitaliste que comme un « renversement » de la direction de cet appareil au profit du parti s'appuyant sur le prolétariat et réalisant en l'occurrence un véritable « coup d'État » pour s'emparer du pouvoir selon des modalités proches de celles définies par Blanqui. Ainsi, pour la prise du palais d'Hiver à Pétrograd, il ne voulut pas que le problème de l'insurrection soit débattu par les soviets car il estimait, à l'inverse de Trots'ky, que la base de celle-ci devait être la plus étroite possible. Hormis l'usage de la violence par rapport au légalisme social-démocrate, la majorité bolchevik, comme Marx avant l'expérience de la Commune de Paris, restait prisonnière de la théorie de « conquête de l'appareil d'État ». L'État capitaliste en tant que tel n'était pas détruit : *l'État bourgeois « renversé » cédait la place à un État dit prolétarien !* Assimilant le parti au prolétariat et l'identifiant à l'État, Lénine écrivit, immédiatement après l'insurrection d'octobre 1917, un article au titre révélateur : « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? ».

Mis en place dès décembre 1917 (en même temps que l'ouverture des pourparlers de Brest-Litovsk), la police « politique » (Tchéka), en tant que prolongement du substitutivisme du parti et comme bras inquisiteur de l'appareil d'État, allait contribuer fortement à l'accélération du rythme de la « désagrégation interne ». Ce fut l'instauration d'un régime de Terreur que l'on justifia par la nécessité de la répression contre la bourgeoisie que les soviets devaient assumer mais qui répondit en fait aux besoins de coercition du capitalisme d'État en gestation : « *Dans un nombre de villes de province, de districts ou de bourgs de la République socialiste fédérative russe, les tchékas n'ont ni assimilé*

*ni compris correctement la ligne politique du pouvoir soviétique. Très fréquemment, les tchékas locales adaptent des méthodes et des moyens de lutte qui vont à l'encontre de la politique que le pouvoir soviétique et notre parti ont établie pour l'avenir proche, par exemple: 1) au moment où le pouvoir soviétique, s'étant renforcé et ayant consciemment commencé à organiser et à restaurer l'économie et le mécanisme militaire du pays, aux fins desquels il a été décidé d'utiliser toutes les capacités techniques des petits-bourgeois, les tchékas locales ne permettent pas d'accomplir cet objectif, en arrêtant à tort et à travers ces éléments, ce en quoi elles vont à l'encontre des directives du centre et par là même discréditent la tchéka comme organe du pouvoir d'État; 2) au moment où il faut aborder avec la plus grande attention la création de l'appareil économique, militaire et ferroviaire du pays, ce pourquoi un décret particulier du soviét de la Défense du 3 décembre 1918 a été pris pour réglementer l'activité des tchékas, toute une série de tchékas et d'organes administratifs locaux l'ont très mal compris et interprété »* (ordre no 113 de la tchéka panrusse aux tchékas locales sur les modifications et l'amélioration de leurs méthodes de travail, le 19 décembre 1918, cité par J. Baynac dans « *La terreur sous Lénine* », p. 57/58, éd. Le Sagittaire). Cette Terreur visa d'abord les autres partis (socialistes révolutionnaires de gauche, anarchistes), puis de plus en plus les grèves et les manifestations ouvrières (cf. les récits des « massacres d'Astrakhan » en mars 1919, épisode moins connu que Cronstadt, cité par Baynac, p. 160/169) : ainsi s'établit la dictature sur le prolétariat *c'est-à-dire la dictature du capital !*

Croyant préserver le processus révolutionnaire menacé par la capitulation de Brest-Litovsk grâce à des mesures accrues de répression interne contre la bourgeoisie, *les gauches eurent les mêmes illusions sur la Terreur que sur la politique d'étatisation*. Ils furent parmi les meilleurs propagandistes et serviteurs de ce cours policier : « *La contrainte prolétarienne sous toutes ses formes, en commençant par les exécutions capitales, constitue une méthode en vue de créer l'homme communiste* » (Dzerjinski); « *Dès maintenant nous devons tous être des tchékistes* » (Boukharine). Piatakov, président du tribunal révolutionnaire du Don, disait : « *Toute abstention de dénonciation sera considérée comme un crime et sera punie avec toute la rigueur des lois révolutionnaires* ». En dépit de ses erreurs social-démocrate (défense de l'Assemblée Constituante, des élections, de la Démocratie), Rosa Luxembourg critiqua cette Terreur jacobine et plus généralement le substitutivisme du parti bolchevik à propos de la dictature du prolétariat (\*): « *... cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non pas d'une petite minorité qui dirige au nom de la classe, c'est-à-dire qu'elle doit être l'émanation fidèle et progressive de la participation active des masses, elle doit constamment subir leur influence directe, être soumise au contrôle de l'opinion publique dans son ensemble, émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires* » (cf. « *La Révolution russe* », texte posthume, éd. Spartacus). Par la suite, le K.A.P.D. lutta contre les manœuvres de la III<sup>e</sup> Internationale qui utilisait le frontisme (c'est-à-dire l'alliance inter-classes) pour que les partis « communistes » de chaque pays arrivent au pouvoir et établissent leur dictature sur le prolétariat en liquidant toutes les oppositions : *il mena cette lutte dans la perspective de la dictature des Conseils Ouvriers, c'est-à-dire de la classe ouvrière révolutionnaire dans son ensemble*.

\*Sur l'ensemble des positions positives ou négatives de Rosa Luxembourg, se reporter à la post-face dans le cahier Spartacus « Rosa Luxembourg et sa doctrine » (à paraître).



## Compromis avec les paysans et les nationalistes - construction d'une armée d'État.

La pression des éléments et surtout des courants petits-bourgeois (paysannerie essentiellement) fut effectivement décisive lors du problème de Brest-Litovsk comme le soulignent les gauches. En effet, la majorité du Comité Central et Lénine justifiaient leur position sur « la paix à tout prix » en s'appuyant sur l'argument de l'hostilité du paysan russe à soutenir, ou du moins à tolérer, une guerre révolutionnaire. D'autre part, les socialistes-révolutionnaires de gauche qui partageaient encore le pouvoir politique avec les bolcheviks, voulaient au contraire utiliser le paysan russe pour mener une guerre nationale au nom de la défense du sol et de la petite propriété résultant du partage des terres, et abondaient ainsi dans le sens de sa haine anti-allemande en l'alimentant par une propagande axée sur le thème de la « résistance aux envahisseurs étrangers qui s'approprièrent ses biens ». Ces deux tactiques vis-à-vis de la paysannerie étaient en contradiction d'un point de vue capitaliste, mais elles avaient en commun un même fondement contre-révolutionnaire : *l'abdication du rôle dirigeant du prolétariat dans le processus de transformation sociale*; rôle qui doit être conçu à l'échelle mondiale et qui ne peut varier même si la classe ouvrière est minoritaire dans un pays au niveau sociologique, autrement dit selon des critères purement quantitatifs, comme c'était le cas en Russie en 1917-1918 ! Aussi, les communistes oppositionnels condamnaient autant les socialistes révolutionnaires de gauche que la majorité bolchevik : « *Le refus de la dictature du prolétariat au nom de la guerre est inadmissible pour nous au même titre que son refus au nom de la paix* » (cf. additif à la réunion du C.C. bolchevik le 22 février 1918). Pourtant il faut rappeler que Lénine lui-même avait dû lutter contre cette sorte de pression petite-bourgeoise en imposant avec ses « thèses d'avril » (1917) la rupture totale avec le gouvernement de Kérénsky. En effet, la plupart des dirigeants bolcheviks restés en Russie depuis 1914 et groupés principalement autour de Kaménev, se prononçaient encore à ce moment-là pour la continuation du soutien à ce gouvernement c'est-à-dire en fait pour la poursuite de la guerre impérialiste au sein de l'Entente avec la bénédiction de la bourgeoisie russe. Cependant cette position, claire sur le plan politique, était accompagnée d'un programme économique social-démocrate, et en particulier s'appuyait déjà sur ce que Rosa Luxembourg appellerait le mot d'ordre petit-bourgeois : « *la terre aux paysans* ». Et en février 1918, avec la question de Brest-Litovsk, Lénine finit par céder à tous les chants enjôleurs des sirènes capitalistes : sa position politique (signature de la paix), prenant en charge les intérêts des paysans qui n'avaient comme préoccupation que celle de profiter de leurs nouvelles propriétés, s'aligna sur son programme antérieur vis-à-vis d'eux (répartition des terres).

Il y eut finalement un combat à mort pour le pouvoir entre les deux fractions défendant les intérêts des couches petites-bourgeoises : il se termina par l'élimination physique des socialistes révolutionnaires de gauche qui à la suite de leur assassinat du comte Mirbach, l'ambassadeur allemand, avaient tenté de soulever le pays en déclenchant une émeute à Moscou (juillet 1918). Victor Serge fait le récit du début des hostilités : « *Dzerjinski s'étant rendu au Comité Central du Parti Socialiste Révolutionnaire de gauche y apprit que ce parti assumait l'entière responsabilité de l'attentat et y fut retenu prisonnier. Un détachement de troupes spéciales de la tchéka, commandé par Popov, formait le noyau principal des forces socialistes-révolutionnaires de gauche, qui le soir même, prenaient, en divers points de la ville, l'offensive. Elles s'emparèrent par surprise de la poste centrale et s'em-*

*pressèrent de télégraphier partout l'ordre de considérer comme nulles et non avenues les décisions que pourrait prendre le Conseil des commissaires du peuple, « le Parti Socialiste révolutionnaire étant désormais le seul parti gouvernant ». « Le peuple, déclaraient les socialistes-révolutionnaires de gauche, veut la guerre avec l'Allemagne !... » (cf. « L'An I de la Révolution russe », tome II, p.64). C'est à partir de ces événements que s'instaure véritablement la Terreur et que le Parti bolchevik obtint le monopole exclusif du pouvoir politique : «... Les institutions soviétiques, à commencer par les soviets pour finir par le Vtsik et par le Conseil des commissaires du peuple, où les communistes sont seuls, fonctionnent à vide, toutes les décisions sont prises par le Parti, elles ne font que leur donner l'estampille officielle » (cf. idem, V.Serge, p. 68). Le processus révolutionnaire russe est de plus en plus isolé : pression allemande malgré le traité, intervention militaire de l'Entente (par exemple les anglo-français débarquèrent le 1er juillet 1918 à Mourmansk), soulèvement des koulaks (paysans riches c'est-à-dire grands propriétaires), etc...; en conséquence, le maintien de la dictature du prolétariat est devenu impossible, pire même celle-ci n'existe désormais que formellement pour mieux essayer de camoufler la dictature du parti bolchevik qui s'y est substitué et qui représente alors le premier facteur actif de la contre-révolution. La thèse des gauches de février 1918, « *il serait, pensons-nous conforme aux intérêts de la révolution internationale de consentir au sacrifice du pouvoir des Soviets en passe de devenir un pouvoir purement formel* », prend alors tout son relief et sa valeur révolutionnaire est confirmée. Une nouvelle fois, c'est Rosa Luxembourg qui tirera la leçon de la situation deux mois après l'évolution extérieure et intérieure des Soviets en juillet : « *Ainsi le résultat final de la paix de Brest-Litovsk est que la révolution russe est de toutes parts cernée, affamée, étranglée. Mais même à l'intérieur, sur le territoire laissé encore par l'Allemagne aux bolchéviks, la maîtrise du pouvoir et la politique ont fatalement été poussées sur des voies fausses* » (cf. « La tragédie russe », texte déjà cité).*

L'encercllement de la révolution russe issu du refus de mener une guerre révolutionnaire en se basant sur les partisans prolétariens comme le, préconisaient les gauches, conduit la majorité bolchevik rejetant toute initiative des masses et toute organisation militaire axée uniquement sur le prolétariat, à entamer la construction d'une véritable « armée d'État » appelée « armée rouge ». ainsi, le Vtsik (exécutif panrusse des soviets) a voté le 22 avril 1918 l'instruction militaire, générale et obligatoire, pour les hommes de 16 à 40 ans. *Visant à enrôler toutes les couches de la population surtout les paysans, la construction de l'armée qui a été confiée à Trotsky se place d'emblée sur un terrain inter-classe, national et donc contre-révolutionnaire.* Les implications militaires de ce choix politique sont l'institution d'un État-major, la nomination des chefs par celui-ci et non leur élection par les partisans qui ont été remplacés par des soldats, le rétablissement des décorations. De plus, les chefs vont être pris dans le corps des anciens officiers tsaristes ou kérenkystes car ceux-ci « *même conservateurs, qui acceptent de travailler dans les difficiles circonstances présentes, (...) valent mieux que les faux socialistes intrigants, (...) et nous trouvons parmi eux beaucoup plus d'hommes précieux que nous nous y attendions* » (cf. Trotsky, « Comment s'arma la révolution », tome I, documents d'avril-juin 1918). Combattant la théorie de cette armée dite révolutionnaire, les gauches dénoncèrent dans leurs thèses « *le rétablissement pratique dans l'armée de l'ancien corps des officiers et du commandement des généraux contre-révolutionnaires* ».

Le pouvoir des soviets était d'autant plus encerclé militairement et politiquement depuis Brest-Litovsk que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (autre mot d'ordre petit-



*bourgeois !)* fit les preuves immédiates de son caractère contre-révolutionnaire. En effet, à l'issue des transactions bolchéviques avec les nationalistes de l'Ukraine, de la Finlande, des pays baltes, ..., tous ces pays « libérés » se transformèrent aussitôt en autant de bases militaires pour organiser leurs offensives contre le territoire de la dictature du prolétariat. La constitution de gouvernements et de parlements dits démocratiques dans ces mêmes pays fut le départ d'une répression et d'une propagande anti-communiste généralisées. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui avait été revendiqué autant par Wilson, le président des États-Unis, dans ses « 14 points » pour la paix que par Lénine des « thèses d'avril » à Brest-Litovsk, eut des résultats parfaitement inverses à ceux qu'avait prévus ce dernier: au lieu d'aboutir à la sympathie ou du moins à la neutralité de ces « États-tampons » vis-à-vis de la révolution prolétarienne, il entraîna un renforcement de l'impérialisme. L'expérience démontra clairement qu'avec l'entrée du capital dans sa phase de décadence sanctionnée par l'éclatement de la Ière guerre mondiale en 1914, les révolutionnaires ne devaient plus soutenir, comme Marx et Engels au XIX<sup>e</sup> siècle, le principe de l'indépendance de nouvelles nations car celles-ci ne pouvaient plus être que les expressions impérialistes du repartage des marchés et des zones d'influence militaire. « *Le gouvernement allemand se hâta de consolider les avantages acquis. Le 7 mars 1918, il signa un traité de paix avec le gouvernement « blanc » de Finlande, qui menait alors une guerre civile implacable contre le gouvernement socialiste finlandais, lequel de son côté avait conclu un traité avec le gouvernement soviétique, une semaine plus tôt, et recevait depuis deux mois l'appui d'unités soviétiques. Au début d'avril, une armée allemande commandée par Von der Goltz débarqua en Finlande; un mois plus tard, la guerre civile était terminée, mais il s'ensuivit une « terreur blanche ». En Ukraine, les troupes allemandes continuèrent leur progression jusqu'à l'occupation totale du pays. Des détachements de partisans S.R et bolchéviques, encouragés et aidés par Moscou, harcelaient les troupes allemandes, mais sans succès. Le 22 avril, Tchitchérine éleva une protestation contre une avancée allemande en Crimée, au-delà des frontières ukrainiennes fixées par le traité de Brest-Litovsk, et revendiquées par le gouvernement ukrainien... » (cf. E-H Carr, « La révolution bolchévique », tome III, p. 89).*

### L'opposition des communistes de gauche - ses aspects positifs et négatifs

Sur toutes les implications politiques de Brest-Litovsk (abandon de la révolution mondiale et défense de l'État russe, instauration du capitalisme d'État, compromis avec la paysannerie, tractations avec les gouvernements nationalistes, ...), la lutte se poursuivit et fut acharnée aussi bien dans les soviets qu'au sein du parti ou de son Comité Central. Ainsi, Lénine n'obtint finalement la majorité que grâce au ralliement de Trotsky (sous forme d'abstention à la séance du 23 février du C.C.), partisan auparavant de la thèse « ni guerre, ni paix ». Cette victoire fut difficile car les résultats d'une consultation des soviets en février 1918 étaient nettement défavorables à la politique de « paix à tout prix »: « Six villes de provinces se prononcèrent pour la paix et vingt pour la guerre, quatre-vingt huit districts, villes et villages optèrent pour la paix et quatre-vingt-cinq pour la guerre. Ce n'était pas un plébiscite pour le moins. Les réponses à cette enquête, entreprise par les soins du soviét des commissaires du peuple provenaient de différents soviets répartis sur toute l'étendue du pays; mais en mars 1918, les soviets étaient encore des organes réelle-

ment démocratiques et représentatifs et de plus, les questions avaient été posées et rédi-gées dans un esprit d'impartialité assez strict, sauf peut-être l'avant-dernière phrase qui disait: « Le premier point de vue est défendu par le Comité Central des Socialistes-révo-lutionnaires de gauche »... » (cf. Louis Fischer, « La vie de Lénine », tome I, p. 312; on re-marque avec cette avant-dernière phrase du questionnaire que le souci primordial était de camoufler les dissensions au sein du C.C bolchévique et de réduire la thèse de la « guerre révo-lutionnaire » aux seules positions des S.R de gauche !).

Après avoir remis en cause leurs responsabilités au sein du parti et du gouvernement à propos du traité et après avoir envisagé la rupture: « Le bureau régional de Moscou, esti-mant la scission du Parti dans un avenir assez rapproché devenue assez probable, se donne pour but de grouper tous les révolutionnaires conséquents, tous les éléments commu-nistes en lutte contre les partisans de la paix séparée et contre les éléments modérés du mouvement communiste » (déclaration du 24 février 1918 suivant la motion de défiance votée contre le Comité Central), les gauches demeurèrent membres du parti et poursui-virent leurs critiques contre la majorité bolchévique en les étendant à tous les aspects de sa politique: *ce fut une opposition généralisée !*

Au Congrès du parti (le VII<sup>e</sup>) qui suivit la signature de la paix et qui eut lieu les 6, 7 et 8 mars 1918, Lénine, outre l'approbation de sa thèse sur Brest-Litovsk, voulait faire accepter certaines modifications au problème théorique du parti. Celles-ci se bornaient à un change-ment d'appellation de l'organisation (« communiste » au lieu de « social-démocrate » qui était demeurée jusque là la dénomination officielle !), et au rajout de quelques phrases sur l'impérialisme et sur l'État empruntées à deux de ses anciens ouvrages, « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » et « l'État et la révolution ». Le véritable motif de l'opéra-tion de Lénine était de faire officialiser par l'ensemble du parti sa propre ligne politique suivie depuis les « thèses d'avril » et imposée contre les cadres (Kaménev, Staline...) qui défendaient alors la perspective du processus « démocratique-bourgeois »: soutien à Kérénsky, refus de l'insurrection avant octobre, ... Les gauches, Boukharine, Sokolnikov, Smirnov, se chargèrent de révéler l'aspect purement *formel et tactique* de ce ces proposi-tions de modifications: en effet, lorsqu'ils proposèrent de *supprimer l'ancienne partie théo-rique du programme, totalement périmée à leurs yeux, dans le but de définir uniquement les tâches de l'époque impérialiste et donc l'ère de la révolution socialiste*, la confusion de Lénine éclata. Pour lui, la période de transition ne se situait pas déjà dans le socialisme, *elle était assimilée à une étape au sein du capitalisme qui pouvait avoir lieu dans un seul pays: « Nous devons garder l'ancienne partie théorique du programme afin de ne pas nous égarer dans les détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de recul, de retraite, de défaites momentanées, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejeterait en arrière car nous n'en sommes encore, en Russie, qu'à la première étape de transition du capitalisme au socialisme »* (cf. Œuvres complètes, tome 27, p. 129, « Rapport sur la révision du pro-gramme et le changement de dénomination du parti »). De plus, comme dans sa vision de l'impérialisme, il ne concevait pas la nécessité pour chaque capitaliste de posséder les mar-chés extérieurs dits « extra-capitalistes » en tant que lieux de réalisation de la plus-value, Lénine avait cru en la possibilité d'une trêve *durable* dans l'expansionnisme et le milita-risme. Il reconnut son erreur mais n'en tira aucune leçon *sur l'extension de la révolution comme seul impératif prolétarien imposé par l'impérialisme: « L'histoire ne nous a pas donné l'état de paix que nous concevions en théorie pour un certain temps, qui était souhaitable et qui nous eût permis de franchir rapidement des étapes de transition. Nous*



voions tout de suite combien la guerre civile a créé de difficultés en Russie et comment elle se mêle à toute une série de guerres » (cf. idem, « Rapport... »).

Ensuite, les gauches mirent en évidence les contradictions de Lénine sur le problème de l'État. Boukharine demanda que le socialisme soit défini comme une société sans État et affirma que le pouvoir des soviets (la dictature du prolétariat) ne représentait donc pas un « nouveau type d'État » même « sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente », comme avait voulu le laisser entrevoir Lénine dans « L'État et la révolution ». Le prolétariat, étant en effet la dernière classe de l'histoire, il ne peut qu'affirmer et appliquer sans ambiguïté dans la pratique, sa domination sur le processus social et à l'égard des autres classes. N'ayant pas de mystification à développer vis-à-vis d'une classe future, il ne cherche pas à dissimuler cette domination sous une phraséologie et des mesures formelles de type administratif et démocratique destinées à maintenir et à gérer un soi-disant statu quo entre toutes les classes. En cela, l'action du prolétariat est la preuve matérielle que l'État, derrière le paravent idéologique de l'arbitrage entre les classes, n'a jamais été autre chose dans la réalité que l'instrument de domination d'une classe sur une autre classe. Mais, comme la classe ouvrière représente les intérêts de l'humanité toute entière en n'ayant pas de but économique spécifique pour tenter de se perpétuer, l'affirmation et l'application de sa domination, de sa « dictature », perdent rapidement leur raison d'être à l'issue de la destruction du capital mondial et de tous les États. Dès le début, l'organe du pouvoir prolétarien qui ne peut pas être autre chose que les Conseils Ouvriers, contient en germe son propre dépérissement, car il n'existe qu'en fonction de la domination vis-à-vis de l'ancienne classe et de ses visées contre-révolutionnaires. *Cet organe, par tout son contenu social, s'oppose à la notion même d'État, y compris « prolétarien » !* Depuis l'expérience russe, la dénomination de « fonctions étatiques » semble être la plus satisfaisante pour qualifier la nécessité du caractère coercitif de ce pouvoir prolétarien par rapport au capital et à ses défenseurs, et dans la mesure où la classe ouvrière assumera ainsi le dernier « gouvernement des personnes ». Les appellations du type « État-Commune », selon l'expression d'Engels après la Commune de Paris, ou « demi-État », ne laissent pas suffisamment apparaître l'immédiateté et la simultanéité du processus d'extinction de toutes « fonctions étatiques », moteur essentiel du passage, au-delà de l'extension de la révolution et de la destruction complète des rapports de production capitalistes (production marchande et salariat), à ce qui sera une simple « administration des choses » et préparer la *communisme intégral*.

On peut mesurer le fossé qui séparait Lénine des perspectives des gauches, et même de certaines de ses analyses antérieures, à la lumière des propos qu'il tint pour repousser aux calendes grecques l'extinction de l'État: « *Quand l'État commencera-t-il à s'éteindre ? Nous aurons le temps de réunir d'ici là plus de deux congrès, avant de pouvoir dire: voyez comment s'éteint notre État. A présent c'est encore trop tôt. Proclamer à l'avance l'extinction de l'État, ce serait forcer la perspective historique* » (cf. Œuvres complètes, tome 27, « Interventions contre l'amendement de Boukharine à la résolution sur le programme du parti », p. 148/9). Le super-État totalitaire qui s'identifiera au stalinisme a son origine dans la défense de l'État sous une forme dite prolétarienne à l'époque de Lénine.

Après le Congrès, en avril 1918, les oppositionnels formèrent une *fraction* connue sous le nom de *communisme de gauche*. Celle-ci perdit rapidement son influence à Pétrograd sous les coups répétés de la majorité pour la discréditer par tous les moyens. Mais elle continua de posséder jusqu'en juin la direction du Comité régional du parti bolchévique à Moscou,

celle de plusieurs comités dans l'Oural, et elle eut des noyaux de sympathisants un peu partout. Sa principale implantation était donc dans les grands centres industriels de Russie. Après avoir publié un quotidien à Pétrograd, plus axé sur la propagande, ils firent paraître ce journal à Moscou sous une forme hebdomadaire et avec des objectifs théoriques. Ce fut « *Le Communiste* » dont quatre numéros sortirent entre avril et juin 1918 (cf. L. Schapiro, « *Les Bolchéviks et l'opposition* », *1er stade 1917-22*, p. 123).

Dans quinze thèses du 4 avril, ils précisèrent non seulement toutes leurs critiques vis-à-vis des implications de Brest-Litovsk autant à l'échelle internationale qu'à l'intérieur, autant du point de vue politique qu'économique, mais ils essayèrent aussi de proposer de véritables perspectives révolutionnaires: « *Les communistes prolétariens veulent une autre politique. Il ne s'agit pas de conserver au nord de la Russie, au prix de concessions qui la transformeraient en un État petit-bourgeois, un oasis soviétique* » (Cf. V. Serge, « L'An I de la révolution russe », Tome II, p. 16). Cependant, hormis le thème du sacrifice et de l'agitation au profit de la révolution internationale, les mesures qu'ils engageaient en Russie ne pouvaient rester que prisonnières des illusions charriées par l'ensemble du mouvement révolutionnaire de l'époque: nationalisation intégrale assimilée à la socialisation, gestion par en bas opposée à la gestion par en haut des directeurs d'usines, intensification de la Terreur comme seul moyen de liquider la bourgeoisie, ... Mais toutes ces faiblesses ou ces erreurs théoriques n'enlèvent rien à la valeur de l'opposition des gauches, en particulier vis-à-vis des cours économique et politique institués en conséquence du refus de la guerre révolutionnaire: contre la devise de Trotsky « travail, ordre, discipline », contre le capitalisme d'État, contre la bureaucratisation aux dépens des soviets, ... Les comités de l'Oural sur tous ces points exigèrent, sans résultat, la tenue d'un congrès extraordinaire du parti. Lénine répondit par la convocation à la hâte d'une conférence de la section de Pétrograd qui demanda aux gauches de mettre fin à leur existence organisationnelle séparée, puis par un pamphlet intitulé « *Sur l'infantilisme de la gauche et les idées petites-bourgeoises* » (mai 1918) qui était une condamnation sans rémission des critiques révolutionnaires. L'interdiction officielle des tendances par le X<sup>e</sup> Congrès en 1921 et la publication de « *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* » – texte dirigé contre les gauches « européennes » – la même année, ne seront que la suite logique de ces premières réactions !

Ainsi, les problèmes posés ne reçurent pas une solution « par la discussion, la persuasion ou le compromis, mais par une vaste campagne de pressions dans les organisations du Parti et dans les déclarations de ses dirigeants. La polémique de Lénine donna le ton, et ses lieutenants se chargèrent de ramener les militants dans le droit chemin » (cf. R.V. Daniels, « La conscience de la révolution », p. 87).

Les gauches purent encore s'exprimer de façon groupée à la fin du mois de mai 1918 lors du 1<sup>er</sup> Congrès panrusse des conseils économiques régionaux qui se tint à Moscou. Mais d'une part le n° 4 du « *Communiste* » (qui allait être le dernier !) dut paraître comme l'organe « privé » d'une tendance, et d'autre part toutes leurs propositions furent rejetées par une très forte majorité. Toutefois, un décret du 28 juin 1918 ordonna la nationalisation de toutes les grandes firmes industrielles du pays qui avait été réclamée par les gauches à ce Congrès. Ce décret fut rédigé et voté très rapidement car les articles 12 et 13 d'un accord annexé au traité de Brest-Litovsk stipulaient que soit les entreprises expropriées seraient rendus à leurs propriétaires dans le délai d'un an, soit si elles étaient nationalisées, ces derniers recevraient une compensation équitable remplaçant la restitution. Pour éviter que l'industrie russe tombe aux mains des Allemands, Lénine préféra choisir le moindre mal.



Cette mesure montra bien que les nationalisations n'étaient pas autre chose que la défense du capital national, qu'elles n'avaient donc rien à voir avec le socialisme et souligna parfaitement que les propositions économiques des gauches présentées comme le « *nec plus ultra* » du processus révolutionnaire par rapport à celles de Lénine (cf. l'apologie de M. Brinton dans « *Les bolchéviques et le contrôle ouvrier* ») se situaient elles-aussi dans le cadre d'un aménagement du système.

Les limites théoriques des gauches furent d'autant plus évidentes qu'à la suite du décret précédent, les premières scissions se produisirent en leur sein. Radek par exemple reconnut que le décret garantissait les « bases prolétariennes du régime » et en conséquence il ne vit plus de difficultés à accepter le principe de la gestion par en haut, voire, « par un seul » ! Après le V<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets, les nécessités de se démarquer de la tentative d'insurrection des socialistes-révolutionnaire de gauche poussèrent les oppositionnels bolchéviques à assumer la répression et accélérèrent les scissions; ainsi Boukharine comme Radek rejoignit Lénine et la majorité. Ce fut le déclin de la fraction. Osinski forma avec d'autres une nouvelle tendance « les centralistes démocratiques » qui continua la propagande sur la « gestion ouvrière de la production » et qui fut le trait d'union entre les conceptions erronées des gauches sur ce thème et celles de « l'opposition ouvrière » en 1920-21.

### Différences radicales entre le cours d'une révolution bourgeoise et celui d'une révolution prolétarienne.

Comme réponse à la crise économique mondiale du capitalisme et à la guerre impérialiste, comme premier mouvement des luttes de classes qui allaient se généraliser à l'échelle internationale jusqu'au début des années 1920, comme porteuse de l'organisation politique du prolétariat révolutionnaire dans son ensemble: les soviets (déjà apparus en 1905), *la révolution russe revêt incontestablement un caractère prolétarien*. Le parti bolchévique, non débarassé des tares social-démocrates (substitutisme latent théorisé en 1902 dans « *Que faire* », conservation de la séparation entre programme minimum et programme maximum, mise en avant du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, »...), *ne prit des positions révolutionnaires que sous la pression des événements et du processus prolétarien lui-même*: pas de soutien à Kerensky, tout le pouvoir aux soviets, décision de l'insurrection. Dans son « *Histoire de la révolution russe* » (cf. 2 tomes aux éd. Le Seuil/Politique), Trotsky souligne que le parti fut maintes fois à la remorque de l'action de la classe ouvrière. Et bien souvent à cause du poids de ses origines social-démocrates, il fut au bord de la faillite et ne redressa la barre qu'in extrémis: le meilleur exemple en est le tournant que représentèrent les « thèses d'avril » car sur le plan politique elles imposèrent une certaine rupture avec le soutien au processus démocratique -bourgeois qui durait depuis février 1917 !

A l'issue de l'insurrection d'octobre, outre son substitutisme affiché sur la question du pouvoir et son erreur d'identification de ce pouvoir avec un « nouveau type d'État », le parti bolchévique, par la défense du thème de la paix à tout prix et la signature du traité de Brest-Litovsk, contribua à renforcer l'isolement objectif de la révolution russe. A partir de là, non seulement il ne pouvait plus prendre de positions révolutionnaires même sous la pression du processus prolétarien (rejet de la proposition des gauches), mais il devint le principal facteur actif de la contre-révolution en Russie, puis à l'échelle internationale.

Ainsi, en liaison avec les problèmes de la dictature du prolétariat, de l'État, (\*) de l'utilisation de la violence, et plus globalement de la période de transition, celui de l'extension de la révolution et de la guerre révolutionnaire est fondamental pour la période à venir. Il ne s'agit pas de l'escamoter en le réduisant à un aspect purement tactique ou militaire, comme nous le disions dès le début de ce texte. Il doit être résolu bien avant d'envisager la configuration du communisme intégral ou dit « supérieur ». En effet, nous possédons sur ce dernier d'indéniables « poteaux indicateurs », selon l'expression de Rosa Luxembourg, mais les discussions à perte de vue à son propos ne peuvent que nous entraîner, au mieux dans l'utopisme et les élucubrations, au pire dans des aberrations et jusqu'à l'abandon de la méthode marxiste; ce qui est le lot de beaucoup d'éléments et de groupes actuellement pour lesquels le précepte hégélien « tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel », tend à remplacer la vision dialectique, matérialiste et historique du dépassement des contradictions et du surgissement de nouvelles contradictions.

La controverse autour de Brest-Litovsk provenait du choix à accomplir entre « la paix » et « la guerre révolutionnaire ». La nécessité de l'extension de la révolution qui demandait de trancher en faveur de cette dernière, posait immédiatement la *compréhension des différences radicales existant entre le cours d'une révolution prolétarienne et celui d'une révolution bourgeoise*. Après la prise du pouvoir politique dans un pays, la révolution bourgeoise peut marquer une « trêve », et même plusieurs, sans aucun danger pour la réalisation de ses objectifs historiques. En effet, le pouvoir essentiel (c'est-à-dire économique) du capitalisme s'est déjà considérablement développé au sein même de l'ancien système, le féodalisme, et a démontré dans les faits sa supériorité en tant que mode de production. Face à l'ultime frein représenté par la domination politique de la noblesse appuyée sur la royauté, la prise du pouvoir d'État par la bourgeoisie n'est que le couronnement de son processus économique ! Les diverses formes revêtues par le pouvoir politique en France après 1789 (république, consulat, empire, monarchie parlementaire, ...) attestent de l'absence d'un danger quelconque de retour au féodalisme: elles ne sont que les expressions des luttes entre les fractions arriérées et modernistes de la bourgeoisie. Étant une classe non unitaire, celle-ci peut mener une guerre de défense nationale au caractère révolutionnaire mais à l'extérieur, tout en contribuant à l'effondrement des anciens régimes, elle se révèle très rapidement, au-delà des alibis idéologiques du genre « Liberté, Égalité, Fraternité », comme une guerre de rapines et d'annexions impérialistes (cf. des campagnes militaires de Bonaparte à celles de Napoléon 1<sup>er</sup>). Pour arriver à ses fins (conservation de ses avantages vis-à-vis de la concurrence), une bourgeoisie nationale peut passer toutes les alliances, y compris avec les régimes archi-réactionnaires: ce fut le cas de l'Angleterre et de la Prusse avec l'Autriche et la Russie par rapport à la « Grande Armée » de ce même Napoléon 1<sup>er</sup>. Le cours de la révolution prolétarienne est pratiquement l'inverse de tout cela. La classe ouvrière sur le plan économique ne possède rien au sein du capitalisme, à part sa force de travail qu'elle vend selon les aléas du marché; pour passer au communisme

\* Sur la dictature du prolétariat, on peut se reporter à l'article paru dans la revue « Spartacus » no 4 et intitulé « La dictature du prolétariat – un prolongement des luttes révolutionnaires » de C. Michel.

Sur l'État, voir l'article paru dans « le Bulletin d'études et de discussion » de R.I no 2 (mai 1973) et intitulé, « l'État, la révolution prolétarienne et le contenu du socialisme » de l'auteur de ce livre.



s'affirmant d'abord en tant que mode de production supérieur au capitalisme, elle doit donc en premier lieu détruire la clef de voûte des rapports capitalistes, c'est-à-dire l'État comme instrument de domination de la bourgeoisie, et affirmer son propre pouvoir politique qui contient en germe l'extinction de toutes mesures étatiques grâce à la fin de toute société divisée en classes. Étant une classe unitaire, le prolétariat ne peut chercher qu'à étendre son pouvoir à l'échelle internationale sous peine de prolonger simplement le capitalisme sous une autre forme. En effet, le marché étant mondial, la destruction de l'État et des rapports de production capitalistes doit s'accomplir à ce niveau. Les nationalisations, le contrôle ouvrier, l'autogestion, ..., toutes mesures baptisées de « pas en avant », de « progressistes », de « socialistes », avant l'achèvement de ce processus de destruction, se sont révélées n'être que des formes d'aménagement du capitalisme dans sa période de décadence. La préparation à soutenir la guerre révolutionnaire est la seule issue possible pour une dictature des Conseils car le but de la révolution prolétarienne est d'en finir avec le système marchand et le salariat pour permettre d'abord une production guidée non par le profit mais par les besoins humains à satisfaire, et ensuite l'avènement d'une société d'abondance (communisme intégral). Comme les gauches bolchéviques après leur opposition sans résultat au traité de Brest-Litovsk, M. Brinton croit que : « La question fondamentale : qui gère la production après le renversement de la bourgeoisie ? devrait (...) devenir désormais le centre de toute discussion sérieuse sur le socialisme » (cf. « Introduction » au texte déjà cité, p. 38). Son erreur est celle de Chaulieu (alias Cardan ou Castoriadis) qui, assimilant le capitalisme aux modes de production antérieurs, s'imaginait qu'il avait trouvé un dénominateur commun essentiel pour la compréhension de l'exploitation dans toutes les sociétés de classe. Pour eux, la séparation des producteurs d'avec les moyens de production et les produits de leur travail se résumait à la domination de ces producteurs, simples exécutants, par ceux qui dirigent le processus économique. La solution apparaît ainsi à leurs yeux comme celle d'établir la domination inverse afin de dépasser les rapports « dirigeants-dirigés » (cf. « Les rapports de production en Russie », n° 2 de la revue « Socialisme ou Barbarie », mai-juin 1949; texte repris dans « La société bureaucratique », U.G.E., col. 10/18, p. 205-281). La « gestion ouvrière de la production » serait donc le moyen de créer le communisme : on mesure toutes les illusions entretenues par un tel moyen qui, pas plus que les nationalisations, ne brise les lois et le but capitalistes de la dite production (marché, accumulation). Nous avons en l'occurrence une autre formule de l'autogestion, à savoir la gestion du Capital par les ouvriers eux-mêmes !

Lénine ne percevait pas du tout ces différences radicales entre le cours d'une révolution prolétarienne et celui d'une révolution bourgeoise. Bien au contraire, pour justifier sa thèse de la paix, il prenait exemple sur la façon dont la bourgeoisie nationale prussienne avait su résister à l'époque des guerres napoléoniennes. Pour posséder le maximum de données concrètes sur les agissements de la Prusse et plus globalement sur tous les événements du début du XIX<sup>e</sup> siècle, il fut un lecteur assidu de « Histoire de l'Europe Occidentale » de N. Karayev. Il déclara ainsi au lendemain de la signature de la paix (article publié le 6 mars 1918 dans « La Pravda ») : *Quiconque veut profiter des leçons de l'histoire, ne peut pas en esquiver la responsabilité, ne pas s'en détourner, songera, par exemple, aux guerres de Napoléon 1<sup>er</sup> avec l'Allemagne. La Prusse et l'Allemagne ont conclu à plusieurs reprises avec l'envahisseur des traités de paix dix fois plus lourds et plus humiliants (que le nôtre), allant jusqu'à admettre une police étrangère, jusqu'à s'engager à soutenir, en fournissant des troupes, les campagnes de conquête de Napoléon 1<sup>er</sup>. Dans ses traités*

*avec la Prusse, Napoléon 1<sup>er</sup> opprimait et démembrait l'Allemagne avec dix fois plus de violence que Hindenburg et Guillaume n'en mettent à nous accabler maintenant. Il se trouva néanmoins en Prusse des hommes qui, au lieu de faire les fanfarons, ont signé les traités de paix les plus « déshonorants », qui les ont signés parce qu'ils n'avaient pas d'armée, qui ont accepté des conditions dix fois plus oppressives et plus humiliantes, et puis qui se sont quand même dressés pour l'insurrection et la guerre. Cela ne s'est pas produit une mais plusieurs fois. L'histoire connaît plusieurs de ces traités de paix et de ces guerres. Plusieurs exemples de trêves. Plusieurs nouvelles déclarations de guerre par l'envahisseur. Plusieurs exemples d'alliances entre une nation opprimée et celle qui opprime, rivale de la nation conquérante et tout aussi conquérante qu'elle (avis aux partisans de la « guerre révolutionnaire » sans recours à l'aide des impérialistes !). Ainsi s'est faite l'histoire. Il en fut ainsi. Il en sera ainsi. Nous sommes entrés dans une époque où les guerres vont se succéder. Nous allons vers une nouvelle guerre patriotique. Nous y arriverons dans les conditions de la révolution socialiste qui monte. Et dans cette voie difficile, le prolétariat russe et la révolution russe sauront se guérir des fanfaronnades et de la phrase révolutionnaire; ils sauront accepter des traités de paix très durs, ils sauront se relever. Nous avons conclu notre paix de Tilsit. Nous verrons aussi notre victoire, notre libération, de même que les allemands, après la paix de Tilsit de 1807, se sont libérés de Napoléon en 1813 et 1814. L'intervalle qui sépare notre paix de Tilsit de notre libération sera probablement plus court, car l'histoire chemine plus vite. Assez de fanfaronnades ! Du travail sérieux, de la discipline et de l'organisation » (cf. « Leçon sérieuse et sérieuse responsabilité », Œuvres complètes, tome 27, p. 79/80). Y-a-t-il une plus belle apologie du réalisme de la bourgeoisie nationale et une plus nette identification au rôle de celle-ci ? Lénine était un habitué du raisonnement par analogie avec le passé historique comme si les conditions matérielles, objectives et subjectives, n'avaient pas changé, et il affectionnait particulièrement les comparaisons avec le cours du développement bourgeois. Cela ressort également de tous ses arguments économiques pour étayer la politique de paix : « Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1<sup>er</sup> pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie » (cf. « Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises », Œuvres complètes, tome 27, p. 355/56).*

Par rapport à la première situation historique de ce genre, c'est la position des gauches qui contribua à dégager la perspective d'une révolution prolétarienne sur le problème de son extension à partir d'un pouvoir établi dans un secteur et isolé en l'absence de la victoire d'une insurrection en dehors de ce secteur. Ils ne prirent pas exemple sur le cours bourgeois, sur les jacobins et Bonaparte qui cherchaient eux à exporter à la pointe des baïonnettes et en passant des alliances tous azimuts leurs idées sur « la liberté du commerce » ! Non seulement, ils définirent la guerre révolutionnaire du prolétariat comme une résistance à tous les impérialismes sans distinction, comme une aide indispensable à la lutte de classe dans le monde entier et donc à l'éclatement de la révolution internationale, mais aussi comme la condition sine qua non de la persistance du caractère prolétarien pour le pouvoir déjà existant. L'intérêt du mouvement mondial primait la sauvegarde à tout prix de ce pouvoir isolé et pouvait même réclamer sa perte, contrairement au processus bourgeois, car sinon il risquait de se transformer en son contraire, c'est-à-dire devenir un



organe anti-prolétarien au service des nécessités de survie du capitalisme. Dans le no 4 de leur journal « *Le Communiste* » (mai 1918), les gauches écrivaient : « *Nous ne nous dissimulons pas que l'application inflexible à l'intérieur comme à l'extérieur d'une politique prolétarienne grosse de dangers peut même entraîner momentanément notre perte, mais nous pensons que mieux vaut pour nous, dans l'intérêt du mouvement prolétarien international, succomber acablés par les forces extérieures, mais succomber en vrai prolétarien, que vivre en nous adaptant aux circonstances* » (cité par V. Serge, tome I, p. 223).

Nous vivons encore aujourd'hui le poids des mystifications engendrées par la sauvegarde à tout prix du pouvoir prolétarien en Russie: sous le couvert du marxisme, il fut l'instrument de la plus terrible des contre-révolutions. Rosa Luxembourg avait senti les implications des compromissions inévitables de ce pouvoir : « *Une alliance des bolchéviks avec l'impérialisme allemand serait moralement, pour le socialisme international, le coup le plus terrible qui pourrait lui être porté* », et elle formulait la même conclusion que les gauches : « *N'importe quel désastre des bolchéviks dans la lutte honorable contre une force supérieure et la défaveur de la situation historique serait préférable à ce désastre moral* » (cf. « *La Tragédie russe* », déjà cité).

### La III<sup>e</sup> Internationale : un renforcement de la défense de l'État russe.

La III<sup>e</sup> Internationale, dite aussi Internationale Communiste, vit le jour pratiquement un an après la signature du traité de Brest-Litovsk (4 mars 1919). Ainsi, il semblerait évident qu'en fin de compte la position de Lénine sur la paix n'aurait pas empêché le pouvoir des soviets de continuer à se placer dans la perspective de la révolution mondiale et d'œuvrer à la constitution d'une organisation destinée à la favoriser. En fait, au-delà des proclamations et des institutions, il s'agit d'examiner avant et pendant la création de la III<sup>e</sup> Internationale, la politique extérieure réelle que menèrent les bolchéviks qui s'étaient déjà substitués aux soviets et identifiés à l'État pour assumer le pouvoir en Russie. En outre, il faut considérer de quelle façon cette organisation à vocation mondiale fut conçue, quel rôle lui était attribué par rapport au prolétariat, et sur ce point en particulier ce qu'elle représentait vis-à-vis des deux premières Internationales.

La politique extérieure des bolchéviks dans le courant de l'été 1918 consista en un rapprochement accru avec l'Allemagne. Les deux parties avaient intérêt à cela : d'une part, la Russie subissait les tentatives d'invasions alliées, d'autre part, l'Allemagne, malgré le transfert de ses troupes de l'est grâce à Brest-Litovsk, connaissait d'importants revers à l'ouest après ses offensives du printemps ; donc s'affaiblissant, elle avait besoin de raffermir la paix avec la Russie. Le 27 août 1918 à Berlin, trois accords complémentaires au traité de Brest-Litovsk furent signés : politique, financier, établissement d'un échange de notes confidentielles (la fameuse « diplomatie secrète », soi-disant jetée aux orties par les Bolchéviks, reprenait tous ses droits, et ceci bien avant Rappallo !). Présentant ces accords à la ratification de l'exécutif soviétique, Tchitchérine qui, au poste de commissaire des affaires étrangères, avait remplacé Trotsky démissionnaire après la signature de la paix, déclara : « *En dépit des grandes différences qui existent entre les régimes de la Russie et de l'Allemagne, en dépit des orientations fondamentales des deux gouvernements, la coexistence pacifique des deux peuples, qui a toujours été le but de notre État ouvrier et paysan, est maintenant tout aussi souhaitable pour la classe dominante allemande...* » (cf. E-H

Carr, « *La révolution bolchévique* », tome 3, p. 97). Ces agissements contre-révolutionnaires des bolchéviks étaient en parfaite contradiction avec l'image de pureté communiste que s'efforçait de donner Joffé par une propagande intensive à partir de son poste d'ambassadeur à Berlin. En tant que normalisation de la politique extérieure soviétique comme politique d'État, les accords complémentaires de Brest-Litovsk soulignaient le rôle de simple couverture et de justificatif idéologique joué en contre-partie par toutes les proclamations spectaculaires sur l'extension de la révolution.

D'un autre côté, pendant cet été 1918, les bolchéviks multiplièrent les démonstrations d'amitié vis-à-vis des États-Unis. Il faut rappeler qu'en mai 1918, leur représentant, R. Robins, avait été chargé lors de son retour à Washington d'offrir au nom du pouvoir des soviets des concessions en Russie aux capitalistes américains. Le président Wilson avait manifesté son désir de coopération en envoyant un message de sympathie au IV<sup>e</sup> Congrès des soviets. En misant sur la rivalité des États-Unis avec le Japon, les bolchéviks espéraient amoindrir le camp des alliés et limiter d'autant les menaces militaires d'invasion. Mais la coalition des Américains avec la France, l'Angleterre, le Japon, se ressouda et les débarquements en Russie se produisirent : c'est pour cela qu'eut lieu le nouveau rapprochement avec l'Allemagne de la part des russes !

Dans ce dernier pays, les premiers jours du mois de novembre 1918 avec l'expulsion de Joffé par l'État-major excédé, puis avec l'éclatement du processus révolutionnaire le 9, semblèrent précurseurs d'un changement de la politique des bolchéviks. En effet, ils redoublèrent de proclamations sur l'imminence de la révolution mondiale et sur leur soutien indéfectible à celle-ci. D'ailleurs, le 13, deux jours après l'armistice où l'Allemagne avait capitulé, ils annulèrent le traité de Brest-Litovsk.

Cependant l'attitude résolue en apparence des bolchéviks ne résiste pas à un nouvel examen de tous les aspects de leur politique. Ainsi, le 8 du même mois, ils avaient proposé aux cinq principaux gouvernements alliés d'entamer des négociations de paix générale. Et le mois suivant, le 24, Litvinov qui venait d'être expulsé d'Angleterre, envoya de Stockholm un appel à Wilson en faveur de la paix : le contenu était très modéré, évitant par exemple toute allusion à la révolution mondiale. Milieu janvier 1919, Buckler, un fonctionnaire du département d'État américain, vint s'entretenir avec Litvinov. Ce dernier déclara que les Bolchéviks seraient conciliants en cas de négociations sur les dettes de la Russie vis-à-vis des pays étrangers et sur la cessation de toute propagande dans ces pays et les autres : « *Les Russes comprennent que, dans certains pays occidentaux, les conditions ne sont pas favorables à une révolution selon le modèle soviétique* » (cf. E-H Carr, p. 121). C'est fort de ces garanties que Wilson, soutenu par le 1<sup>er</sup> ministre anglais Lloyd George, proposa lors de la conférence de la paix réunissant fin janvier à Paris les vainqueurs de la guerre impérialiste : « *Une trêve de Dieu* » entre « *tous les différents gouvernements actuellement en guerre à l'intérieur des frontières de ce qui était l'empire russe* ». Et le 24, ce fut la note invitant entre autres les bolchéviks à se rendre à Prinkipo. Nous avons vu précédemment pourquoi la rencontre prévue à cet endroit n'eut finalement pas lieu malgré la réponse favorable de Tchitchérine le 4 février (cf. II de cette « mise au point ») : offensive des armées « blanches » attisée par Churchill et Clémenceau ! Les Américains tentèrent encore une médiation : en mars, un délégué, W. Bullit, se rendit à Pétersbourg pour une mission confidentielle, à savoir sonder à nouveau les conditions bolchéviks de paix. Il parla avec Tchitchérine et Litvinov qui lui répétèrent, comme dans la réponse pour Prinkipo, que la Russie reconnaissait ses obligations financières. Cela échoua face à l'intransigeance anglaise



et française: le blocus et les invasions semblaient être des meilleurs moyens que les négociations pour venir à bout des bolchéviks; ces opérations allaient durer jusqu'en 1921, épuisant l'économie russe, mais sans résultat militaire décisif.

La politique bolchévik n'avait donc changé en rien: *sous le couvert de révolution mondiale, elle défendait le mieux possible les intérêts de l'Etat russe*. La retombée du mouvement de masse en Allemagne (poids des sociaux-démocrates qui contrôlaient les conseils ouvriers et imposèrent la tenue d'élections pour une assemblée législative, écrasement des révolutionnaires à Berlin, en Bavière,...) s'ajoutant aux pressions constantes, puis aux offensives généralisées des alliés, relança les relations d'état à état entre la Russie et ce pays. Dans les calculs opportunistes des bolchéviks par rapport au capitalisme allemand, il faut souligner le rôle particulièrement contre-révolutionnaire que joua Radek dans leur mise en œuvre (il avait depuis plusieurs mois complètement renié ses anciennes positions de gauche!). décision du ministre de la guerre, transféré dans une « cellule » confortable où il bénéficia d'un régime de faveur, la transformant en un véritable « salon politique ». Libéré définitivement en décembre 1919, il devint l'hôte d'un général en retraite, puis d'un commissaire de police (!). *Il contribua à l'application de la politique de coexistence pacifique dont avait parlé Tchitchérine à l'époque des accords complémentaires de Brest-Litovsk: face aux autres états impérialistes, la bourgeoisie allemande, dépeçée comme la Russie avait les mêmes intérêts objectifs que celle-ci (reconstruction économique par exemple)*. Ces rapports privilégiés allaient trouver leur apogée lors de Rapallo: « *Toute l'évolution récente des relations internationales démontre l'inévitabilité, dans l'étape actuelle du développement historique, de la coexistence temporaire des systèmes de propriété communiste et bourgeois* » (cf. R Bourzanel, « *Rapallo, naissance d'un mythe* », p. 165; extrait de la déclaration du comité exécutif central établissant le bilan de la conférence de Gênes et du traité de Rapallo, 18 mai 1922). Outre ses talents de diplomate, Radek fut l'instrument de la bolchevisation du P.C. allemand et étala ses dons de vieux manœuvrier. Après la mort de Rosa Luxembourg (dont il avait été un farouche adversaire en Pologne (\*) où il avait expérimenté contre le S.D.K.P.I.L. ses premiers coups bas!), il soutint Lévi tout en s'opposant à ses intentions d'exclusion des gauches qui formèrent le K.A.P.D. après la scission (cf. lettre au congrès de Heidelberg) puis orchestra sa chute quand celui-ci prit ses distances vis-à-vis des bolchéviks et mit le parti entièrement aux mains de Moscou avec une direction politique théorisant la lenteur de la révolution et promouvant les tactiques capitalistes (frontisme, électoralisme, syndicalisme,...).

Les faits détruisent toute mythologie, même si elle passe pour révolutionnaire! *C'est immédiatement dans la perspective de défendre l'Etat russe dans tous les pays, et en appui à sa diplomatie extérieure de type traditionnel, que fut conçue la III<sup>e</sup> Internationale*. Elle eut le siège de son comité exécutif à Moscou, elle s'identifia aussitôt à l'Etat et au parti bolchevik (Zinoviev, son président agissait en collaboration totale avec Tchitchérine, le commissaire aux Affaires Étrangères sur tous les problèmes), et Lénine pouvait déclarer: « *La nouvelle troisième « Association internationale des travailleurs » a déjà commencé à se confondre dans une certaine mesure avec l'Union des républiques socialistes soviétiques* » (cf. no 1 de « *Kommunisticheskii Internatsional* », journal de

\* Un ouvrage de l'auteur est en préparation sur la gauche polonaise à travers la personnalité de Léo Jogiches, un militant méconnu jusqu'ici, uniquement considéré sous l'aspect du « compagnon » de Rosa Luxembourg.

Au départ, il y eut une rencontre internationale organisée par le soviétique de Pétrograd le 19 décembre 1918. Elle rassembla sous la présidence de Gorki des courants hétéroclites qui se situaient bien en-deçà pour la plupart des positions de Zimmerwald et de Kienthal vis-à-vis de la guerre impérialiste, de l'extension de la révolution, du rôle de la nouvelle organisation. C'est l'annonce de la tenue d'une conférence à Berne le même mois destinée à essayer de faire renaître la II<sup>e</sup> Internationale, qui précipita les choses. Il ne faut pas oublier que les chefs de la social-démocratie étaient venus au pouvoir en Allemagne depuis novembre et que s'ils disposaient d'une influence trop importante au sein du prolétariat (la II<sup>e</sup> Internationale ressuscitée servirait à cela!), ils pouvaient faire obstacle au besoin de « coexistence pacifique » des bolcheviks avec le capitalisme, et en premier lieu avec la bourgeoisie allemande. Ainsi, en janvier 1919, alors que le P.C. allemand avait à peine quelques semaines et qu'il était pratiquement le seul existant et d'envergure, fut lancée de Moscou une invitation à « tous les partis opposés à la II<sup>e</sup> Internationale ». Ce critère large permit par la suite le ralliement de partis opportunistes (par exemples les socialistes-indépendants allemands qui avaient d'ailleurs reçu des subsides financières de l'ambassade russe à l'époque de Joffé) (\*) quand ils s'aperçurent que la III<sup>e</sup> Internationale gagnait une influence significative que ne retrouva jamais la II<sup>e</sup> dans la classe ouvrière.

\* Extraits de la lettre de Joffé aux sociaux-démocrates indépendants Haase et Barth, membres du gouvernement socialiste, qui démentaient avoir reçu de sa part des fonds, des armes et des munitions:

« *Il va de soi que je n'avais garde de remettre moi-même directement au camarade Barth, nouveau venu dans le mouvement ouvrier et qui ne m'inspirait d'ailleurs qu'une confiance limitée, les sommes destinées aux achats d'armes (...). M. le mandataire du peuple Barth savait pourtant parfaitement que les centaines de milliers de marks qu'il reçut, de son propre aveu, de camarades allemands, provenaient en fin de compte de chez moi. Il m'en parla lors de l'entrevue que nous eûmes quatorze jours avant la révolution en me reprochant de ne pas avoir donné les deux millions qu'il avait demandés (...). Si, disait-il, je lui avais fourni cette somme, les ouvriers allemands eussent depuis longtemps été armés et prêts à un soulèvement victorieux (...). M. Haase et ses amis reçurent maintes fois de moi des matériaux - pas uniquement russes - pour les discours qu'ils prononçaient au Reichstag (...). Le parti social-démocrate indépendant recevait de nous une aide matérielle pour ses éditions auxquelles collaboraient nos écrivains (...). M. Haase ne croit-il pas que nous agissions ensemble dans l'intérêt commun de la révolution mondiale et allemande? Je n'aurais jamais adopté le point de vue des Külhmann (...) qui considèrent précisément comme un crime notre travail avec le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne et nous ont, pour cette raison, expulsés d'Allemagne. Si le nouveau gouvernement allemand, qui s'intitule socialiste et révolutionnaire, se permet de nous reprocher ouvertement ce que nous avons entrepris avec ses membres quand ils étaient encore des révolutionnaires, les considérations politiques qui me liaient à l'égard de camarades de parti ou d'adversaires honnêtes perdent toute force. Je profite de l'occasion pour informer le jurisconsulte du consulat de Russie à Berlin, M. le député au Reichstag Oscar Cohn, que la somme de 500 000 marks et 150 000 roubles qu'il a reçue de moi en qualité de membre du parti social-démocrate indépendant, dans la nuit de notre départ de Berlin, ne doit plus être versée à son parti. Il en est de même du fonds de 10 000 000 de roubles dont le Dr Cohn a été autorisé à disposer au service de la révolution allemande ».*

(Lettre publiée dans les Izvestia de Moscou le 18 ou 19 déc. 1918 - extraits reproduits dans le 3<sup>ème</sup> tome de « L'an I de la révolution russe » de Victor Serge, p. 21).



Cette invitation qui ne fut pas modifiée malgré les graves revers du mouvement révolutionnaire en Allemagne (Berlin, janvier : massacre des spartakistes par les corps-francs de Noske), déboucha sur le congrès de fondation de mars 1919. Il y eut plus de cinquante délégués mais la majorité d'entre eux venait de la Russie et de sa sphère d'influence (Pologne, Finlande, Arménie, Lettonie, Estonie, Lituanie...). Le seul qui représentait une organisation significative d'Europe occidentale, Eberlein, avait pour mission de s'opposer à la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. En effet, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, récupérés comme martyrs par Lénine depuis leur mort, avaient estimé que la création de celle-ci étant trop précipitée ne pouvait qu'entraîner la confusion sur laquelle se grefferait la main-mise des bolchéviks. Selon eux il fallait attendre quelques mois et Léo Jogichès avait même conseillé au délégué de quitter la salle si la décision était prise en faveur de la fondation. Eberlein déclara : « *Il n'existe de véritable parti communiste que dans quelques pays; pour la plupart, ils se sont créés ces dernières semaines; dans bien des pays, il y a des communistes, mais pas encore d'organisation... Toute l'Europe occidentale est absente. La Belgique, l'Italie ne sont représentées. Le délégué suisse ne peut pas parler au nom du parti. La France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal sont absents. L'Amérique n'est pas en mesure de dire quels partis nous appuieraient* » (cf. E-H Carr, p. 133) (\*). Malgré ses objections, nous avons déjà dit qu'il ne fit que s'abstenir (cf. II de cette « Mise au point »). Rien ne vint donc gâcher l'harmonie générale et le 4 mars 1919, la conférence à l'unanimité se transforma en 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale dite Communiste. Parmi la nébuleuse des proclamations révolutionnaires, il est facile de relever un grand nombre d'analyses et de conceptions qui ne rompaient pas du tout avec celles de la social-démocratie. Ainsi, dans son « Discours d'ouverture » (cf. « *Les IV premiers congrès de l'I.C.* », éd. Maspéro), Lénine put dire : « *Aujourd'hui, j'ai lu dans un journal anglais antisocialiste un télégramme annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le soviet des délégués ouvriers de Birmingham et lui avait promis de reconnaître les Soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée, mais dans le pays le plus civilisé d'Europe : l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste : l'Angleterre* ». Cependant, plusieurs textes reflétaient la poussée du mouvement prolétarien international comme par exemple le Manifeste « Aux prolétaires du monde entier, rédigé par Trotsky. Mais l'Appel « Aux travailleurs de tous les pays » que lança le Congrès fut le document le plus significatif du rôle véritable qui était dévolu à l'organisation mondiale derrière l'écran de fumée des professions communistes : les dits travailleurs étaient avant tout conviés à apporter sans réserve leur soutien à « la lutte de l'État prolétarien encerclé par les États capitalistes »; et pour cela, ils devaient faire pression sur leurs gouvernements par tous les moyens, « y compris, au besoin, par des moyens révolutionnaires » (sic). De plus cet Appel insistait sur la « gratitude » à avoir pour « le prolétariat révolutionnaire russe et son parti dirigeant, le parti communiste des bolchéviks », préparant ainsi au delà du thème de la « défense de l'URSS », le culte du Parti-État !

La création de la III<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pas changer la politique des bolchéviks puisqu'elle en était l'émanation dans le but non pas de rompre l'isolement du processus révolutionnaire russe depuis Brest-Litovsk, mais de servir les intérêts de l'État dit prolétarien. Dès le II<sup>e</sup> Congrès, l'année suivante, tout fut clair : les proclamations et les appels

\*Voir l'intervention complète d'Eberlein dans les textes annexes (I).

cédaient la place à l'élaboration des tactiques ouvertement contre-révolutionnaires (frontisme, parlementarisme,...), tandis que les « 21 conditions » d'admission étaient loin de barrer le chemin aux sociaux-démocrates repentis et autres opportunistes. Rosa Luxembourg eut raison de s'opposer à la constitution d'une telle Internationale et le KAPD se créa à partir d'une scission du KPD justement parce que les membres de cette scission refusaient d'appliquer en Allemagne en 1919 les tactiques préconisées par l'I«C». Admis avec le statut d'organisation sympathisante, le KAPD rompit tout contact avec l'Internationale dès le 3<sup>e</sup> Congrès en 1921. A l'inverse de la gauche italienne (bordiguisme) qui ayant adhéré en tant que fraction du P.S.I., se plia à la discipline de l'organisation malgré son opposition à la participation aux élections, la gauche allemande ne s'identifia jamais avec le bolchévisme et elle constitue le seul apport révolutionnaire totalement en rupture avec celui-ci\*

La III<sup>e</sup> Internationale ne fut pas un dépassement de la II<sup>e</sup>. A ce propos, E-H Carr résume bien la situation : « *La fondation de l'Internationale communiste à Moscou en mars 1919 n'était pas en réalité la fusion d'un certain nombre de partis communistes nationaux de force à peu près égale en une organisation internationale; c'était l'incorporation d'un certain nombre de groupes faibles, parfois embryonnaires, à une organisation dont le pilier principal, la force motrice était nécessairement, inévitablement l'État soviétique. C'est le pouvoir soviétique qui créa le Komintern et lui conféra influence et prestige. On pouvait naturellement attendre qu'en retour le communisme international mit sa propagande, son action concrète au service du régime soviétique menacé par toutes les forces réactionnaires du monde capitaliste.* » (p.135-136). Ainsi, à la place d'une coordination de programmes nationaux propre à la II<sup>e</sup> Internationale, c'était la prépondérance institutionnalisée d'un seul programme national, celui du parti bolchévik identifié aux besoins de l'État russe. Il n'y avait en cela aucun rapport avec l'établissement d'un programme mondial. Or, il faut signaler qu'un débat avait eu lieu avant octobre 1917 entre Lénine et un groupe de Moscou, précurseur des gauches (Boukharine, Lomov, Sokolnikov, Smirnov), débat qui serait poursuivi lors du VII<sup>e</sup> Congrès du parti en mars 1918 : pour ce groupe, il était indispensable vis-à-vis de la période impérialiste de concevoir non seulement un programme maximum rompant avec la politique social-démocrate du programme minimum, mais aussi commun à l'ensemble des fractions révolutionnaires de tous les pays pour aboutir à la constitution d'un parti mondial du prolétariat. A ses yeux, c'était le seul moyen d'éviter de donner le pas aux besoins particuliers de la Russie : il est évident que cette position était largement prémonitoire !

S'il y a eu héritage ou continuité de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est avec le substitutisme des II<sup>e</sup> et I<sup>ère</sup> qui se considéraient comme des organisations de masse représentant le prolétariat dans son ensemble. La I<sup>ère</sup> rassemblait effectivement de nombreux syndicats et associations ouvrières même si son Conseil Général tenait lieu de parti politique et si les restes de jacobinisme chez Marx la poussait à parler au nom de toute la classe ouvrière.\* Mais

\*Un ouvrage très intéressant au sujet de la gauche allemande est celui de D. Authier qui contient beaucoup de textes historiques. *Cahier Spartacus - C 10*

\*A propos de la I<sup>ère</sup> Internationale, voir l'article intitulé « Rapports entre fractions révolutionnaires - historique et actualité du problème » (1<sup>ère</sup> partie) de C. Michel dans la revue *Spartacus* n° 4.



la II<sup>e</sup> avait été ouvertement un regroupement de partis politiques à vocation de masse. La III<sup>e</sup> ne rompit absolument pas avec cette orientation en préconisant la mise en place de cellules d'entreprise pour chaque parti et en se servant des syndicats comme de courroies de transmission pour appliquer ses directives (ainsi fut constituée la dite « Internationale syndicale rouge »).

*L'extension de la révolution est avant tout une question politique et non d'organisation.* Si les fractions communistes doivent tendre à fusionner pour constituer un parti mondial, celui-ci ne peut en aucun cas viser à représenter le prolétariat ou à s'y substituer car sa tâche est uniquement de contribuer à l'homogénéisation de la conscience de classe. La conception d'une quelconque continuité avec les Internationales est complètement périmée car elle perpétue la confusion entre parti et prolétariat. Aujourd'hui et demain, dans le processus réel, le mouvement prolétarien à travers ses Conseils *se donnera lui-même ses objectifs et ses moyens internationaux*, et le parti en tant que produit de ce mouvement œuvrera comme facteur actif dans le sens de l'application des moyens pour la réalisation des objectifs.

## II BREST-LITOVSK : LES FAITS ET LEUR SIGNIFICATION

### A) CONTEXTE HISTORIQUE DU TRAITÉ

#### – Le II<sup>e</sup> Congrès des Soviets et la paix.

Dès le lendemain de l'insurrection du 25 octobre, le II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets – sans les mencheviks et les S.R. de droite – passa *en premier lieu* à un vote pour le décret *sur la paix*. Ce décret invitait tous les pays à entamer des négociations pour une paix dite « juste et démocratique ».

Immédiatement le prolétariat russe – en tant que 1<sup>er</sup> détachement victorieux de la classe ouvrière mondiale – était « obligé » (d'après les bolchéviks), à cause de son isolement, de mettre un frein à la guerre civile pour « ménager la paysannerie » dont le poids était énorme du point de vue de la population russe et pour « attendre la révolution dans les autres pays » !

Même si le texte du décret définissait comme « juste et démocratique » : « *une paix immédiate sans annexions (c'est-à-dire sans conquêtes de territoires étrangers, sans rattachement forcé de nationalités étrangères) et sans contributions* », donc même s'il posait certaines conditions, il ne différerait pas malgré cela *du programme capitaliste* préconisé par Wilson, le président des États-Unis, deux mois plus tard (janvier 1918) : cf. les 14 points pour la paix énumérés dans le message au Congrès de Washington. Le 6<sup>ème</sup> point disait : « *Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait* » (!). On était déjà très loin des proclamations de Zimmerwald et de Kienthal sur la nécessité, – contre les illusions pacifistes –, de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ».